



**MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
MINISTRY OF COMMUNICATION**

ATTENTATS TERRORISTES À BAMENDA

CONFÉRENCE DE PRESSE

PROPOS LIMINAIRE DE
S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY
MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Yaoundé, 21 septembre 2017

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

En l'espace de deux semaines, des terroristes qui se réclament de la faction armée des mouvements sécessionnistes des Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, ayant largement et densément prémédité leurs actions depuis le 5 septembre 2017 à partir de sites internet **logés à l'étranger**, ont décidé de mettre leurs menaces à exécution.

Ainsi, le 11 septembre 2017, un engin explosif a été activé dans la ville de Bamenda, avec pour objectif d'atteindre une patrouille de la Gendarmerie nationale au lieu-dit « Mobil Nkwen ».

Le 16 septembre 2017, un cocktail Molotov a été dirigé contre un dortoir du Collège Sacré-Cœur de Mankon, toujours dans la ville de Bamenda, par deux terroristes qui se sont enfuis, avec pour intention de brûler des enfants innocents qui étaient supposés s'y trouver. Heureusement, cet autre acte terroriste a été perpétré au moment où les enfants ciblés faisaient leur prière en dehors du dortoir.

D'importants dégâts matériels ont néanmoins été enregistrés, des bâtiments entiers ayant été réduits en cendres. Il faudrait, à ce sujet, saluer le remarquable élan de solidarité et de spontanéité dont les populations, les parents et d'anciens

élèves de cet établissement ont fait preuve, en apportant une contribution financière de 12.000.000 de francs CFA, pour la réfection immédiate des bâtiments partis en fumée.

Ce jeudi 21 septembre 2017 à 8h30 minutes, une bombe a été activée au passage d'une patrouille de police, au lieu-dit « *Hospital Round About* », situé à côté de l'Hôpital Régional de Bamenda. La mise à feu de la bombe a été déclenchée par un dispositif électrique actionné à partir d'un téléphone portable et de deux détonateurs, faisant trois blessés parmi les Forces de police. Il s'agit du Gardien de la Paix Principal ANYE ANDANG Justin, victime de deux graves fractures au bras et une au tibia ; et des Gardiens de la Paix FOKOU Joël et BIAMOU Loïc, victimes de traumatismes auditifs et de commotions post explosives. Les blessés ont immédiatement été placés sous surveillance médicale intense.

À cet effet, le Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense a fait évacuer par voie aérienne militaire, les trois fonctionnaires de police blessés dans l'attentat terroriste de ce jeudi 21 septembre 2017 à Bamenda.

Sitôt informé de la situation, **le Chef de l'État, Chef des Armées et Chef Suprême des Forces de Sécurité**, a prescrit aux Forces de Défense et de Sécurité, à partir de New-York où il prend part aux travaux de la 72^e Assemblée

Générale des Nations Unies, que des mesures particulières soient prises pour le renforcement de la sécurité des personnes et des biens, et que des dispositions particulières soient mises en place, afin d'assurer 24h/24, une sécurité plus renforcée des établissements scolaires.

Sous la coordination du Gouverneur de la Région du Nord-Ouest, une cellule de crise est déjà à pied d'œuvre. Elle réunit les responsables administratifs et ceux des Forces de Sécurité et de Défense, pour évaluer la situation sur le terrain et mettre en œuvre, sous la supervision des autorités gouvernementales en charge de la défense et de la sécurité, les mesures appropriées qu'appelle la gravité de la situation.

Je rappelle qu'en date des 2 et 3 août 2017, les services de la Délégation Régionale de la Sûreté Nationale du Nord-Ouest avaient déjà, dans leurs opérations de contrôle, interpellé cinq individus dans la ville de Mbengwi, Département de la Momo, Région du Nord-ouest.

L'exploitation de ces individus avait alors permis de procéder à la saisie d'un important arsenal militaire constitué d'armes à feu semi-automatiques, d'appareils de vision nocturne avec télémètre laser, de lunettes et d'un épiscopes de tir avec blindage, de bipieds et trépieds pour arme de précision, de chargeurs pour fusils de tireurs d'élite, de tubes conteneurs à

charge explosive et de produits chimiques constituant des charges explosives, de cordons détonateurs, d'interrupteurs d'engins explosifs, de minuteurs et autres appareils destinés à la fabrication d'engins explosifs improvisés et d'armes artisanales à feu.

Les premiers résultats de l'enquête ouverte à cet effet, avaient permis d'établir que les membres du commando mis aux arrêts, se préparaient à perpétrer des attaques contre les Forces de Défense et de Sécurité, des responsables militaires et des Autorités administratives.

De fait, au moment de son interpellation intervenue les 2 et 3 août derniers, ce commando projetait déjà de prendre d'assaut un barrage de police.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

C'est précisément dans ce contexte qu'après la stigmatisation de nos Forces de Défense et de Sécurité par l'ONG *Amnesty International* dans la lutte que notre pays mène contre le groupe terroriste Boko Haram, une autre ONG – je voudrais parler du *Committee to Protect Journalists* – vient de commettre à son tour un rapport au vitriol, taxant la législation nationale applicable à la lutte contre le terrorisme au

Cameroun, de simple prétexte visant en réalité à museler l'opposition politique et à intimider la presse.

Nous sommes donc parfaitement fondés à nous interroger sur la simultanéité de telles agressions d'autant plus incompréhensibles qu'elles ne correspondent à aucune réalité sur le terrain, avec l'ouverture de ce second front d'attaques terroristes sur le territoire national.

Mais en tout état de cause, des mesures fortes sont d'ores et déjà prises pour renforcer la sécurité et prévenir toute velléité de déstabilisation d'où qu'elles viennent.

Le Gouvernement appelle par conséquent les populations à agir dans ce sens et à collaborer sans réserve avec nos Forces de Défense et de Sécurité, pour éradiquer ce nouveau péril terroriste, qui ne laisse plus aucun doute sur la réalité de ses objectifs.

Nous sommes donc en face d'une organisation terroriste en bonne et due forme, que la Nation tout entière, unie derrière **son Chef, le Président de la République Son Excellence Paul BIYA**, va combattre par tous les moyens, jusqu'à son extinction définitive.

Le Gouvernement de la République prend à témoin la communauté nationale et internationale, sur la tournure de

ces évènements, et qui lui imposent de prendre sa responsabilité, afin de faire régner l'ordre, la paix et la sécurité dont nos populations ont besoin pour jouir de leurs droits et de leurs libertés.

Le Peuple camerounais est résolument engagé auprès du **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, Chef de l'État et Chef des Armées**, dans ce combat à la fois juste et légitime, que nous gagnerons à coup sûr ; car il s'agit avant toutes choses, de préserver le caractère unitaire de l'État, qui est une valeur fondamentale et non négociable consacrée par la Constitution de notre pays.

Je vous remercie pour votre aimable attention.